

Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

En marge des **Services au niveau global**, l'équipe du projet au siège a réalisé d'importants progrès dans la préparation de la troisième réunion d'experts sur le droit à l'alimentation qui aura lieu à Dakar, au Sénégal, en juin 2013. La réunion d'experts sur la mise en œuvre nationale du droit à l'alimentation en Afrique de l'Ouest est convoquée par le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'Alimentation et organisée conjointement par la FAO et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme. Il s'agit de la troisième réunion de ce type au cours des deux dernières années. La première rencontre s'était attardée aux expériences en Amérique latine et dans les Caraïbes (Colombie, 2011) tandis que la seconde (Kenya, 2012) s'était concentrée sur les avancées en Afrique de l'est et australe, cette réunion à Dakar offrira une plateforme propice à la discussion et à la sensibilisation d'une trentaine d'experts en provenance de sept pays ouest-africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) quant aux progrès réalisés et aux obstacles dans la réalisation du droit à une alimentation adéquate pour tous.

Au **Mozambique**, le projet a organisé une formation pour ceux qui mettent en œuvre le droit à l'alimentation dans les régions du sud (la ville et la province de Maputo, ainsi que les provinces de Gaza et Inhambane) en marge de l'accord avec le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN). Il s'agissait de la première de trois formations régionales avec les mêmes objectifs : consolider les aptitudes sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation au niveau provincial. 35 techniciens gouvernementaux, d'organisations de la société civile et d'autres partenaires provinciaux de SETSAN y ont participé. La formation a eu lieu à Bilene, dans la province de Gaza, avec les résultats suivants:

-Formé les participants sur les concepts, les principes et les approches du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;

-Amélioré la connaissance et la sensibilisation des participants sur les enjeux du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle liés aux cadres politiques et à la coordination institutionnelle;

-Formé les participants sur la façon d'intégrer une approche basée sur les droits de l'homme pour les enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein du Plan provincial économique et social (PES Provincial).

Lors de la formation, le discours d'ouverture a été livré par la représentante de SETSAN, Mme Francisca Cabral, qui a réitéré la détermination du gouvernement à éradiquer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et garantir le droit à l'alimentation à l'échelle nationale. Elle a également mise l'emphase sur le besoin d'accroître la capacité technique des travailleurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mozambique quant aux outils visant à assurer la réalisation du droit à l'alimentation. Enfin, elle a terminé en soulignant l'importance de l'engagement individuel et institutionnel pour la réalisation du droit à l'alimentation au niveau national et a salué le soutien continu de la FAO dans ces domaines.

\*\*\*

*Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.*

#### L'Equipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social

Division de l'Économie du Développement Agricole

Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy

Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: [righttofood@fao.org](mailto:righttofood@fao.org)

Site web: [www.fao.org/righttofood](http://www.fao.org/righttofood)

